

Participation de la Collectivité de Corse à la 16^{ème} édition de la semaine européenne des régions et villes d'Europe (Bruxelles, 8 au 11 octobre 2018)

A cette occasion, les Baléares, la Crète, la Corse et la Sardaigne ont formé un partenariat « *Green Islands for sustainable cohesion policy* » (« Des îles vertes pour une politique de cohésion durable ») dont l'objectif était d'organiser 2 événements autour du thème de « l'économie verte comme opportunité de développement pour les îles de l'UE » pour permettre de mettre en avant les bonnes pratiques en terme d'économie verte permettant de compenser les désavantages liés à l'insularité et d'encourager la coopération entre les îles de l'UE afin de promouvoir une croissance durable pour la Méditerranée et l'ensemble des îles européennes.

1. Un évènement de « networking » (réseautage) s'est ainsi tenu le 9 octobre au centre de conférence « Square » à Bruxelles, afin de faciliter les échanges informels entre les différents experts présents et de présenter des bonnes pratiques dans les domaines du tourisme durable, de l'économie circulaire, de l'action climatique, de la mobilité durable et des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Ces projets exemplaires ont ainsi permis de mettre en évidence le rôle joué par les îles de l'UE dans le domaine du développement durable.
2. Une conférence de haut niveau a été organisée le 10 octobre 2018 afin de donner l'occasion aux régions Baléares, Corse, Crète et Sardaigne de partager leurs expériences en termes d'économie verte et de réfléchir aux synergies possibles entre l'ensemble des îles de l'UE pour promouvoir un développement plus durable.

La Collectivité de Corse était représentée par la Conseillère exécutive en charge des affaires européennes et internationales, de la politique publique de l'innovation et de la stratégie de spécialisation intelligente et présidente de l'Agence du Tourisme de la Corse.

Les initiatives présentées lors de cette conférence ont confirmé que l'approche de l'économie brune, basée sur l'exploitation inconditionnelle de ressources naturelles considérées comme illimitées, a déjà été remplacée par le modèle d'économie verte, qui reconnaît les limites écologiques de notre planète et passe à un nouveau modèle économique fondé sur l'utilisation durable des ressources et la réduction d'impacts négatifs sur l'environnement, notre société et notre qualité de la vie. Il est nécessaire de protéger et d'améliorer le capital naturel et la biodiversité en trouvant un équilibre entre la protection du patrimoine naturel et les autres activités socio-économiques fondamentales des îles, telles que l'agriculture, la pêche, la mobilité, l'industrie, le tourisme et l'expansion urbaine. La durabilité et le renforcement de la résilience de nos territoires insulaires doivent être au centre de toutes les politiques et actions publiques de façon à assurer une gestion durable du patrimoine naturel, telles que les forêts, les zones côtières et les zones protégées. La promotion du tourisme et de la mobilité durables, de l'économie circulaire et des énergies propres peut générer de nouveaux emplois verts, encourager le développement social et améliorer le bien-être dans les régions de l'UE. Il est par conséquent fondamental d'investir dans des outils de collecte des données et de coopération capables de sensibiliser la communauté internationale au rôle crucial que peuvent jouer les autorités publiques locales et régionales dans la réalisation des objectifs mondiaux durables. Une gouvernance à plusieurs niveaux, impliquant les autorités nationales, régionales et locales, serait essentielle à la mise en place de politiques et d'actions publiques efficaces dans ces secteurs. Il est également nécessaire d'approfondir la coordination horizontale entre les différents domaines, en travaillant conjointement avec les différentes politiques mises en œuvre dans les îles de l'UE, notamment territoriales, paysagères,

environnementales, sanitaires et productives, afin d'éviter une réflexion en silo. Il est aussi important de favoriser la collaboration intersectorielle en impliquant toutes les parties prenantes, en vue de créer une gouvernance globale et inclusive. Cette approche offrirait de grandes potentialités concernant la diffusion du savoir-faire et présenterait l'avantage d'impliquer aussi bien les secteurs privés et de la recherche que les citoyens. Ces actions requièrent donc une approche coopérative et la nécessité d'engager des activités conjointes avec toutes les parties prenantes afin de créer une communauté de partenaires locaux et régionaux. L'acceptation publique des changements profonds requis dans les modes de consommation et de production doit être construite avec les citoyens afin qu'ils occupent un rôle actif dans cette transition.

Ces thèmes ne doivent pas être traités au seul niveau local. Les îles méditerranéennes qui partagent les mêmes défis et besoins, doivent élargir leurs perspectives et promouvoir une approche inclusive.

Les intervenants ont également rappelé que les îles méditerranéennes ont besoin de renforcer leur collaboration en participant à des projets de coopération. Les îles doivent unir leurs efforts et défendre des positions communes auprès des institutions européennes. Le développement durable ne peut plus être considéré comme une opportunité mais comme la seule option des îles de la Méditerranée.